

[Texte]

Mr. Boudria: I am looking at some of the documentation provided to us by the Agriculture department of Canada on some features of export credits in the U.S. Farm Bill. The GSM 102 program, which provides export guarantees, so we are told by this document, for up to three years . . . \$5 billion in there. The intermediate export credit program, GSM 301, provides export credit guarantees from 3 to 10 years. Apparently there is \$500 million per year there just to cover the interest that would be required in order to do this.

There is a whole series more. I will not bore you with every one of them. But there seem to be several export credits. I am not talking about grants now; there are even more of them, unfortunately for us. But just in terms of the export credits they feature short term, medium term, and long term.

Knowing about all of these programs, do you still feel we are equipped in such a way that we can . . . not compete, because I do not think anybody can, but at least hold our own against that kind of massive intervention, shall I say?

Mr. B. King: I believe that is so, sir. Although we do know the Americans have facilities for massive assistance to agriculture programs, to our knowledge they have not used much of this capacity. We have been concerned in the area of breeding livestock that they would depart from what are called "Bern Union maximum" terms of credit for breeding cattle and the like. They do have a capability of going to 10 years; but so far as we know they have not. They could do it for chickens if they so chose; but that is a residual capacity. So far as we can determine they have been abiding more or less by traditional terms of trade. But there are real areas of competition in grain and pulses and various other bulk foods. There have been some departures. These have been mostly in the medium term, and this medium-term bulk agricultural program by and large matches that American program.

• 1550

Mr. Boudria: Again, I am sorry I missed part of your presentation. But apart from that financing aspect that you provide, of course, as I understand it, your agency is certainly not there to provide any kind of grants to customers, which in fact some of the U.S. programs do. I am correct in saying that, am I?

Mr. B. King: Yes.

Mr. Boudria: So again, apart from those export credits you have and solicitation of some customers abroad, are there any other aspects from that generally in which you would be involved to promote Canadian products?

[Traduction]

M. Boudria: J'ai jeté un coup d'oeil à la documentation qui nous a été fournie par le ministère de l'Agriculture du Canada concernant certaines caractéristiques des crédits à l'exportation américains qui tombent sous le coup de la loi agricole de ce pays. Le programme du GSM 102 prévoit des garanties en matière d'exportation allant jusqu'à trois ans . . . 5 milliards de dollars ont été prévus à ce poste. Le programme de crédits à l'exportation à moyen terme, GSM 301, prévoit des garanties pouvant aller de trois à 10 ans. Cinq cents millions de dollars par année servent simplement à couvrir l'intérêt dans le cadre d'un tel programme.

Il y a toutes sortes d'autres composantes. Je ne vous fatiguerais pas avec tous les détails. Cependant, il semblerait qu'il y ait plusieurs crédits à l'exportation. Je ne parle pas de subventions, il y en a encore davantage, malheureusement pour nous. Toutefois, simplement en matière de crédits à l'exportation, il y a des crédits à court terme, à moyen terme et à long terme.

Vous qui êtes au courant de ces programmes, estimez-vous quand même que nous pouvons, non pas être compétitifs, car je crois qu'aucun pays ne pourra être compétitif, mais au moins tirer notre épingle du jeu étant donné cette intervention massive?

M. B. King: Je le crois, monsieur. Comme nous le savons, les Américains ont toutes sortes de mécanismes importants d'aide aux programmes agricoles; cependant, ils n'y ont pas eu recours, à notre connaissance. En ce qui concerne le bétail de reproduction, nous nous étions demandé si les Américains s'en tiendraient toujours aux conditions de crédit maximal imposées par l'Union de Berne en ce domaine, les États-Unis pouvant étendre leur crédit jusqu'à 10 ans. Cependant, à notre connaissance, ce n'est pas ce qui s'est passé. Ils pourraient très bien procéder de la sorte dans le cas des poulets s'ils le désiraient, mais il s'agit là d'une capacité résiduelle. À notre connaissance, les Américains s'en sont tenus plus au moins aux conditions traditionnelles. Il y a cependant de véritables domaines de concurrence, notamment dans le domaine des céréales, des légumineuses et d'autres produits alimentaires en vrac. Mais il y a eu des exceptions, en particulier pour le moyen terme, et, dans l'ensemble, ce programme d'assurance à moyen terme pour les produits agricoles en vrac s'aligne sur le programme américain.

M. Boudria: Je regrette vraiment d'avoir manqué une partie de votre exposé. Mais si j'ai bien compris, mis à part l'appui financier que vous offrez, l'objectif de votre organisme n'est certainement pas d'accorder des subsides de quelque ordre que ce soit à ces clients, ce qui est le cas pour certains des programmes américains. Tel est bien le cas, n'est-ce pas?

M. B. King: C'est bien cela.

M. Boudria: Y a-t-il donc des cas où votre organisme s'occupe de la promotion des produits canadiens, mis à part les crédits à l'exportation que vous offrez et les demandes de certains clients à l'étranger?